



DECLARATION LIMINAIRE AU CDAS DU 30 JANVIER 2018

Madame la Présidente,

Nous sommes réunis ce jour pour un CDAS dévolu essentiellement aux actions CAL 2018, mais nous débattons aussi sur l'EPAF Vacances Enfants et aborderons le point d'étape concernant la restauration sur le site de Muret.

Nous prenons acte que la direction a présenté lors du CNAS du 20 décembre 2017 le budget 2018 au même niveau de crédits que l'année 2017. Son maintien a permis d'arrêter l'hémorragie des dernières années. Cependant le budget de l'action sociale demeure toujours en baisse par rapport à 2015 !

Concernant les crédits d'actions locales, pour la Haute-Garonne la dotation 2018 s'élève à 102 145 euros. FO Finances vous rappelle son profond attachement à l'action sociale, qui est une priorité devant répondre aux besoins de l'ensemble des agents. Comment débattre sur ce point à l'ordre du jour, alors que nous n'avons pas pris connaissance de la note d'orientation 2018. FO Finances s'étonne que cette note ne fasse pas partie des documents préparatoires de cette instance.

Depuis plusieurs CDAS, nous vous avons interpellé sur les problèmes rencontrés par les colons pris en charge par EPAF Vacances Enfants. Lors du CDAS du 29 septembre 2017, FO Finances vous avait saisi afin que les questionnaires de satisfaction des colonies prennent en compte la problématique du transport. A ce jour notre demande auprès d'EPAF n'a pas reçu de réponse favorable. Vous comprendrez, Madame la Présidente que nous profitons de la présence d'un interlocuteur EPAF Vacances Enfants pour évoquer tous les témoignages de mécontentements rencontrés par les parents et les colons, afin de trouver des solutions plus satisfaisantes pour les prochaines colonies. Les élus FO Finances dénoncent notamment les nouveaux schémas de transport qui sont totalement inadaptés.

Au sujet de la restauration sur le site de Muret, l'ensemble des documents préparatoires ne permet pas de mettre en évidence une solution qui pourrait s'avérer pertinente et surtout durable. Toutes décisions prises aujourd'hui nous semblent prématurées, les orientations nationales n'étant pas encore connues à ce jour. La restauration participe au bien être des agents au travail et à leurs conditions de travail. FO Finances réitère son attachement à la restauration collective de proximité, de qualité et à un coût raisonnable.

Depuis de longues années, FO Finances rappelle son attachement à une politique d'action sociale permettant de garantir l'égalité de traitement et d'accès aux prestations pour tous les agents issus des Ministères de Bercy quelle que soit leur implantation géographique et fonctionnelle.